



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 24 au 30 avril 2020

Le 30 avril 2020

Résumé

Afghanistan : Le Conseil d'administration du FMI a approuvé un décaissement d'un montant de 220 M \$.

Bangladesh : Les réserves de la banque centrale dépassent 33 Mds \$. Budget 2019/2020 Les recettes fiscales sont loin des objectifs. Forte érosion des valeurs bancaires au Dhaka Stock Exchange.

Bhoutan : La Banque mondiale s'est engagée à fournir 5 M USD de soutien.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : *Crisil* abaisse à son tour ses prévisions de croissance pour 2020-21. *Care Ratings* a révisé ses prévisions de croissance à 1,1% sur l'exercice 2020-21 (avril 2020 – mars 2021). L'agence de notation *Moody's* prévoit pour sa part une croissance comprise de 0,2% sur l'année calendaire 2020. Les ventes de véhicules de passagers ont connu une baisse de 45% en mars.

Finances publiques : *Fitch Ratings* a déclaré que la détérioration des perspectives économiques affecterait négativement la notation du pays. Plusieurs Etats plaident pour un prolongement des versements des compensations au titre de la GST.

Autres informations : La Reserve Bank of India (RBI) a décidé, en consultation avec le gouvernement indien, de rehausser à 2 000 Mds INR la limite des avances de fonds. La RBI a décidé de procéder le 27 avril 2020 à une nouvelle série d'opérations d'*open market*. L'Inde étudierait une proposition visant à garantir jusqu'à 3 000 Mds INR (39 Mds USD) de prêts bancaires aux petites entreprises. Liquidation de six Fonds à revenu fixe ou consacrés à des crédits à risque détenus en Inde, pour un montant de 4,1 Mds USD. La RBI a ouvert une nouvelle facilité de crédit pour les fonds communs de placement. Les cinq Etats membres des BRICS décident la création d'un Fonds de 15 Mds USD. La Banque asiatique de développement accorde un nouveau prêt au gouvernement indien pour appuyer les efforts du pays face à la pandémie. Les encours de crédit non-alimentaires auraient progressé de 7,3% en février.

Maldives : Approbation par le Parlement de la suspension pour un an de la loi sur la responsabilité financière.

Népal : Le Bureau central des statistiques (CBS) a publié sa prévision de croissance pour l'exercice budgétaire 2019-20.

Pakistan : Selon *Moody's Investors Service*, la croissance économique du Pakistan ne devrait se contracter que de 0,1 à 0,5 % au cours de l'exercice 2019/20 (juillet 2019 – juin 2020). Le déficit de la balance des transactions courantes baisse de 73 % au cours des neuf premiers mois de l'actuel exercice budgétaire qui s'achèvera en juin 2020. Il s'établit à 2,8 Mds USD. Le Comité de coordination



économique (ECC) a approuvé un programme de soutien financier de 81 Mds PKR (500 M USD) aux petites et moyennes entreprises pour faire face au choc lié à la pandémie COVID-19. L'association des commerçants du Pakistan a affirmé que le secteur avait subi une perte cumulée de 5,6 Mds USD depuis le début du confinement mi-mars. Pakistan International Airlines (PIA) a subi des pertes financières estimées à 73,4 M USD suite à la suspension de ses vols internationaux depuis le 21 mars 2020. Les nouveaux financements octroyés par la Banque asiatique de développement (BAsD) au Pakistan pourraient atteindre 1,7 Mds USD en 2020.

Sri Lanka : Accélération de la pandémie, assouplissement du couvre-feu. Notation souveraine dégradée à « B- », perspective « négative » selon Fitch. Baisse des prévisions de la Banque centrale pour la croissance de 2020 à 1,5%. Dégradation des comptes publics en 2019. Prolongation de la suspension de taxes au port de Colombo ; baisse du trafic de conteneurs.

AFGHANISTAN

- **Le Conseil d'administration du FMI a approuvé, le 29 avril, un décaissement d'un montant de 161,9 M DTS (environ 220 M \$)** pour l'Afghanistan au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR). Le décaissement aidera à répondre aux besoins urgents en matière de finances publiques et de balance des paiements résultant de la pandémie de COVID-19, ainsi qu'à catalyser le soutien des donateurs et à renforcer la confiance.

Pour rappel, le FMI prévoit un fort impact de l'épidémie sur l'économie afghane avec une prévision de récession (-3%) et un creusement du déficit de la balance des paiements à 857 M USD (équivalent à 4,5% du PIB) en 2020.

BANGLADESH

- **Les réserves de la banque centrale dépassent 33 Mds \$.** Les réserves de change de la banque centrale ont franchi le cap des 33 Mds\$ le 28 avril, en léger progrès par rapport à la fin mars (32,55 Mds\$). Cette hausse provisoire est largement imputable à la baisse des importations, qui compense un tassement des exportations et des transferts des migrants observé en mars dernier.

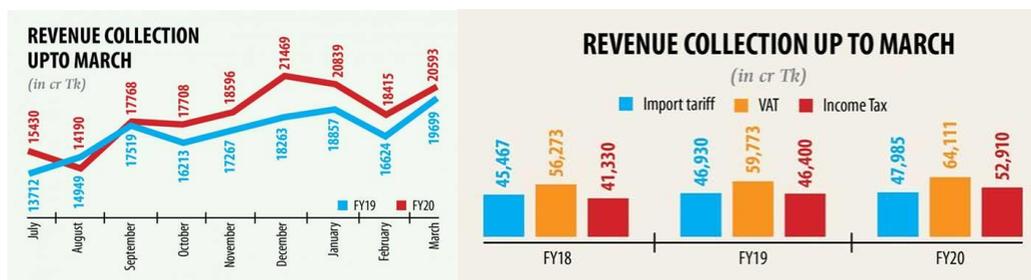
Les dernières données disponibles (janvier 2020) font état d'une baisse de 12% des ouvertures de lettres de crédit, ramenées à 4,63 Mds\$ contre 5,29 Mds \$ en décembre 2019, et d'un recul de 9% des règlements, à 4,54 Mds\$ contre 4,98 Mds\$. De nouvelles données seront disponibles début mai, après que l'Union asiatique de compensation (*Asian Clearing Union* asianclearingunion.org) dont le siège est à Téhéran ait traité les données des mois de mars et avril. L'ACU regroupe 9 pays majoritairement en Asie du sud (Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Nepal, Pakistan, Sri Lanka, Myanmar et Iran) et opère les compensations depuis 2013.

- **Macro-économie – Budget 2019/2020 Les recettes fiscales sont loin des objectifs.** La collecte sur les 9 premiers mois (juillet 2019-mars 2020) de l'année fiscale s'élève à 1650 Mds TK (17,8 Mds€), en hausse de 8,5% seulement sur la période comparable de 2018/2019 ; c'est la plus faible progression enregistrée depuis six ans, la moyenne sur les 5 dernières années atteignant 13,2%; l'objectif d'une collecte de 3256 Mds TK, révisée à 3000 Mds récemment (32,4 Mds€) à fin juin prochain paraît plus que jamais irréaliste, alors même que le Ministère des Finances a retenu en juin 2019 dans la loi de finances une croissance du PIB de 8,2% contre 8,13% en 2018/2019, supposée générer davantage de recettes.



Le manque à gagner sur l'objectif assigné de 2211 Mds TK fin mars atteint déjà 561 Mds TK ou 6,0 Mds€, contre 315 Mds TK sur les 6 premiers mois. Fin mars, les recettes au cordon douanier représentent seulement 29% de la collecte (480 Mds TK), derrière la TVA (39% ou 641 Mds TK), et l'impôt sur le revenu (32%, avec 529 Mds TK). Sur les 9 premiers mois, les trois postes n'arrivent à peine qu'à 45% des objectifs annuels assignés.

L'impact du Covid-19 sera particulièrement fort au dernier trimestre de l'année fiscale (avril-juin), les recettes douanières (avec la baisse des importations) et de TVA (en raison du confinement) devant être les plus affectées. Les principaux centres de réflexion (CPD, PRI) pronostiquent un manque à gagner de 1000 Mds TK à 1150 Mds TK de rentrées fiscales (entre 10,8 et 12 Mds€) en fin d'exercice en juin prochain.



- **Bourse des valeurs – forte érosion des valeurs bancaires au Dhaka Stock Exchange.** Le secteur bancaire a perdu 16% de sa valeur boursière en un an, entre mars 2019 et mars 2020. Les trente banques commerciales listées sur la bourse des valeurs de Dhaka (DSE) ont vu la valeur faciale de leur action baisser de 4 à 72% en un an.

En terme de capitalisation, le secteur bancaire a essuyé un recul historique, cédant pour la 1^{ère} fois la place au secteur pharmaceutique ; avec une capitalisation de 452,9 Mds TK (4,9 Mds€) le 25 Mars 2020, il ne représentait que 17,8% de la capitalisation du DSE, devancé de peu par le secteur pharmaceutique (17,9%).

La valeur du ratio cours sur bénéfices (*Price-Earning Ratio*), calculée en divisant la capitalisation boursière du secteur par le résultat net, est tombée à 6,2%.

Huit banques sur trente ont vu leurs cours s'échanger sous leur valeur faciale (10 TK), en raison de mouvements de cession importants. La décision prise en janvier de la banque centrale de plafonner les taux d'intérêts à 9% sur les prêts à compter du 1^{er} avril dernier, et la montée en puissance observée depuis 2016 des créances douteuses (elles s'élevaient fin 2019 à 943 Mds TK ou 10,2 Mds €), ont fait craindre à de nombreux investisseurs une chute des bénéfices et donc des dividendes versés sur l'exercice fiscal 2020. La crise du Covid-19 n'a fait qu'accélérer la tendance au désinvestissement.

L'indice boursier DSEX a également perdu 1522 points sur un an au 25 mars dernier, soit une perte de capitalisation boursière de 1015 Mds TK (11 Mds€).

Les établissements qui ont enregistré la plus forte baisse sont des banques réputées : Dutch-Bangla Bank (DBBL) a perdu 72% (ce qui correspond aussi à un réajustement après un versement de dividendes de 150% sur l'exercice clos au 31 décembre 2018), le cours de Brac Bank (BBL), la banque privée la mieux cotée par Moody's (BA3-), a chuté de 59%, celui de One Bank de 43%. Parmi les banques publiques, RUPALI a perdu 40%.



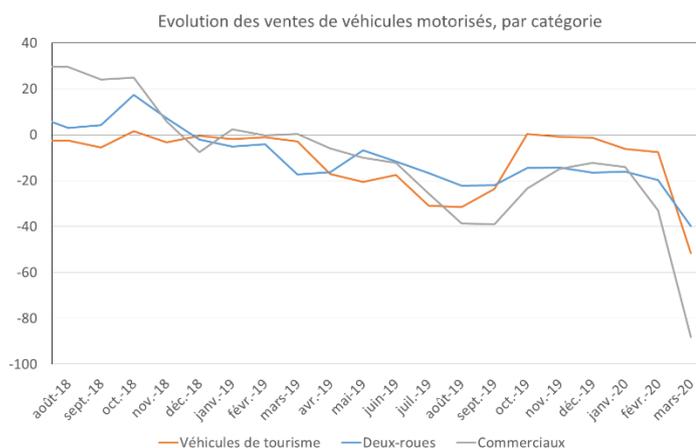
BHOUTAN

- **La Banque mondiale s'est engagée à fournir 5 M USD de soutien au Bhoutan** pour aider à prévenir, détecter et répondre à la pandémie de coronavirus et renforcer la préparation de la santé publique du pays. D'après le ministère des Finances, cette enveloppe permettra le financement d'un projet visant à équiper les établissements de santé d'équipements de protection individuelle et de matériel hygiénique. L'enveloppe s'inscrit dans le programme de réponse rapide à la pandémie doté de 14 Mds USD et mis en place par la Banque mondiale pour assister les pays en développement.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **Crisil abaisse à son tour ses prévisions de croissance pour 2020-21.** L'agence de notation, filiale de S&P, estime désormais que la croissance du PIB s'élèvera à 1,8 % pour l'exercice 2020-21 (+3,5 % anticipée fin mars, et +6% auparavant). L'agence estime *que* les prévisions de croissance économique devraient bénéficier d'une mousson normale et de la forte chute des prix du pétrole. Les facteurs de risque comprennent un ralentissement de la croissance mondiale, des restrictions persistantes en Inde et une deuxième vague de cas.
- **Care Ratings a révisé ses prévisions de croissance à 1,1% sur l'exercice 2020-21 (avril 2020 – mars 2021).** Prenant note du fort ralentissement attendu au premier trimestre, l'agence de notation signale l'incertitude autour d'un éventuel rebond de l'activité au cours du second trimestre dans le sillage de l'affaiblissement de la consommation privée, mais également d'une chute de l'investissement (hors public). Elle rappelle ainsi les risques afférents à la persistance d'un stock important d'encours non-performants dans le secteur bancaire, dans laquelle elle voit un frein supplémentaire à la reprise du cycle du crédit et à l'investissement. Toutefois, le rapport mentionne que le secteur de l'agriculture, couplé à l'impulsion budgétaire publique, devraient tirer à la hausse l'économie, qui aura de nombreux secteurs en contraction (mines, manufacture ou bien immobilier).
- **L'agence de notation Moody's prévoit pour sa part une croissance comprise de 0,2% sur l'année calendaire 2020.** Après avoir anticipé un essor de 2,5% fin mars, l'agence prévoit désormais une perte de dynamisme soutenue de fait de la mise en place des mesures de confinement et d'arrêt des activités économiques. Moody's avance par ailleurs que l'économie indienne pourrait rebondir à 6,2 % en 2021.
- **Les ventes de véhicules de passagers ont connu une baisse de 45% en mars.** Elles se sont élevées à 140 910 unités sur le mois et enregistrent ainsi un recul de 50 % en glissement annuel. De plus, les données de l'Association des constructeurs automobiles indiens (SIAM) mettent en exergue le ralentissement marqué des ventes de véhicules à deux-roues : les ventes de ces derniers ont ainsi atteint 866 849 unités en mars, soit une contraction de 40 % en rythme annuel. De même, les ventes de motos, indicateur avancé de la consommation rurale, ont connu une chute de 42 % en rythme annuel, à 570 900 unités.



Agrégés, l'Association souligne que les ventes de véhicules motorisés, toutes catégories confondues, ont atteint 1 020 779 unités en mars, soit une baisse de 45 %.

FINANCES PUBLIQUES

- **Fitch Ratings a déclaré que la détérioration des perspectives économiques affecterait négativement la notation du pays.** Selon l'agence de notation, la baisse de la croissance couplée à l'impulsion budgétaire attendue pourrait avoir une incidence négative sur la notation souveraine, compte tenu de la marge budgétaire limitée dont l'Inde disposait lorsqu'elle est entrée dans cette crise. La chute de la croissance entraverait ainsi la collecte des recettes publiques et induirait une base fiscale insuffisante face aux besoins d'investissement du gouvernement.

En décembre dernier, Fitch avait réaffirmé la cote de crédit souverain de l'Inde à la note d'investissement la plus basse (BBB-) avec des perspectives stables, estimant que la notation du pays équilibre les perspectives de croissance à moyen terme encore fortes par rapport aux pairs de la catégorie BBB et la résilience externe relative. Cotée actuellement BBB-, avec une perspective stable, toute baisse de classement ferait passer la dette souveraine indienne dans la catégorie des obligations à haut niveau de risque (*Junk Bond*).

- **Plusieurs Etats plaident pour un prolongement des versements des compensations au titre de la GST.** Suite à l'introduction du nouveau régime de fiscalité des biens et services (*GST Act*) en 2017, le transfert financier promis pendant cinq ans aux Etats fédérés pour compenser leurs pertes fiscales est marqué par des retards de paiements significatifs. Dans ce contexte, plusieurs Etats, (Punjab, le Kerala ou bien Delhi) souhaitent un allongement des paiements au-delà de l'année 2022. Pour rappel, pour financer ces transferts, l'Etat central prélève, dans le cadre de la GST, une surtaxe (*cess*) sur les articles de luxe et les produits jugés nocifs pour la santé. Alors que la cible de déficit budgétaire devrait connaître une hausse sensible, les autorités ont déclaré les recettes issues de la GST demeuraient insuffisantes pour financer les transferts en cette période.

AUTRES INFORMATIONS

- Pour atténuer certaines des pressions financières découlant de la pandémie, **la Reserve Bank of India (RBI) a décidé, en consultation avec le gouvernement indien, de rehausser à 2 000**



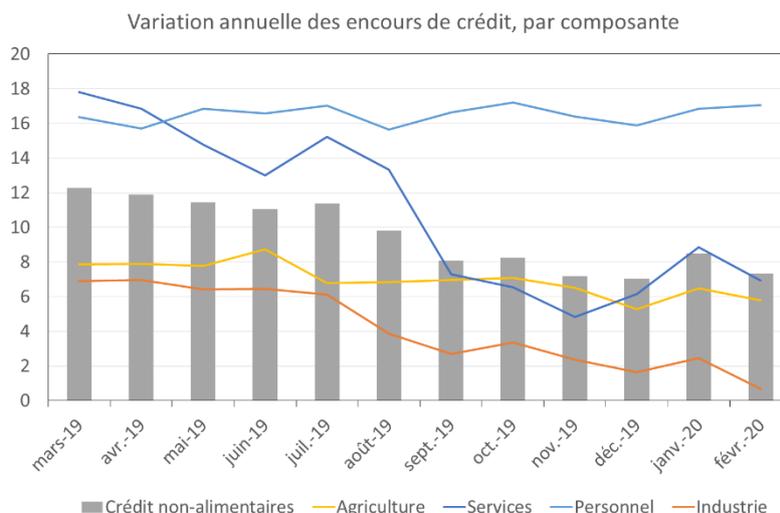
Mds INR la limite des avances de fonds pour la période avril à septembre 2020. Le gouvernement central a versé pour sa part quelques 460 Mds INR aux États au titre de leur quota des impôts centraux pour le mois d'avril.

- Après examiné de la liquidité et des conditions de marché, **la RBI a décidé de procéder le 27 avril 2020 à une nouvelle série d'opérations d'open market (OMO)** pour l'achat et la vente simultanés de titres d'État, à raison de 100 Mds INR chacune. Les titres à acheter portaient sur des échéances de 6 et 10 ans, tandis que ceux à vendre s'affichaient à des maturités qui s'évaluaient de 2 mois et un an.
- **L'Inde étudierait une proposition visant à garantir jusqu'à 3 000 Mds INR (39 Mds USD) de prêts bancaires aux petites entreprises.** Ces dernières seraient éligibles à hauteur de 20% supplémentaires par rapport à leurs actuels encours de crédit et le gouvernement pourrait mettre en place un fonds spécial pour faire face à d'éventuels défauts de paiement.
- *Franklin Templeton* va procéder à la **liquidation de six Fonds à revenu fixe ou consacrés à des crédits à risque détenus en Inde, pour un montant de 4,1 Mds USD.** Selon le gestionnaire d'actifs, cette décision est la conséquence de l'illiquidité induite par le confinement et la liquidation des fonds est la «seule option viable pour préserver la valeur pour les investisseurs et permettre une sortie ordonnée et équitable». Les six fonds représentent un peu moins de 1,4% de l'ensemble des actifs de l'industrie indienne des fonds communs de placement, au 31 mars 2020.
- Après cette annonce de Franklin Templeton, **la RBI a ouvert une nouvelle facilité de crédit pour les fonds communs de placement.** La Banque centrale mettra jusqu'à 500 Mds INR (6,6 Mds USD) à la disposition des banques pour qu'elles puissent ensuite reprêter à des fonds communs de placement ou les utiliser pour compte propre afin d'acheter des titres de créance de bonne qualité détenus par ces fonds. La liquidité sera fournie par des opérations de repo de 90 jours, au taux fixe du repo. Le programme prendra fin le 11 mai, ou lorsque le plafond du montant mis à disposition aura été entièrement utilisé. Suite à cette annonce, les rendements moyens des obligations d'entreprises les mieux notées à échéance de trois ans ont chuté de 5 à 10 points de base, les actions ont augmenté de + 1,2% et la roupie s'est renforcée de + 0,3%.
- **Les cinq Etats membres des BRICS décident la création d'un Fonds de 15 Mds USD.** Ce Fonds sera dédié à la reconstruction des économies d'Afrique du Sud, du Brésil, de la Chine, de l'Inde et de la Russie et à surmonter l'impact de la pandémie de Covid-19. Cette décision a été prise lors d'une visioconférence qui réunissait cette semaine les ministres des Affaires étrangères des 5 Etats, sous présidence russe. Ce Fonds sera alimenté par la Nouvelle Banque de Développement (NBD) établit par les BRICS pour mobiliser des ressources pour des projets d'infrastructure et de développement durable. Cette réunion a été aussi l'occasion d'évoquer un éventail de mesures envisageables en matière de coopération sanitaire, et dans les domaines commerciaux, financiers et de sauvegarde de l'emploi.
- **La Banque asiatique de développement accorde un nouveau prêt au gouvernement indien pour appuyer les efforts du pays face à la pandémie.** Le conseil d'administration de la Banque asiatique de développement (BAsD) a approuvé un prêt de 1,5 Md \$ pour poursuivre une série de mesures de soutien économique et sociale. L'objectif de ce financement est d'offrir des services publics plus abordables, plus accessibles et de meilleure qualité. Face à la détérioration des conditions économiques, le programme de la BAsD vise également à soutenir



les mesures de soutien aux plus démunis, alors que l'espace budgétaire du gouvernement demeure contraint.

- **Les encours de crédit non-alimentaires auraient progressé de 7,3% en février** selon les chiffres préliminaires de la Banque centrale (RBI). Ils auraient atteint, pour l'ensemble des banques agréées, 89 147 Mds ₹ fin février, et confirmeraient ainsi un rythme de croissance nominal inférieur à 10% sur les sept derniers mois.



L'accélération du crédit au secteur tertiaire, qui affichait en janvier un taux de progression de 9% en glissement annuel, aurait notamment chuté à 7% ; une progression importante qu'il convient notamment de lire à l'aune de la décélération des crédits en destination des institutions bancaires non-financières (+22 %, contre +30% un an plus tôt).

Les prêts aux particuliers, à 21 633 Mds ₹, afficheraient, au total, un essor de 17% en rythme annuel, alors que les crédits alloués au secteur industriel enregistrent hausse de 1 % par rapport à février 2019.

MALDIVES

- **Approbation par le Parlement de la suspension pour un an de la loi sur la responsabilité financière.** Le Parlement a voté le 26 avril pour la suspension de l'article 32 de la loi sur la responsabilité financière (*Fiscal Responsibility Act*). Cette suspension va permettre au gouvernement d'emprunter 4,2 Mds MVR (250,6 M EUR) directement auprès de la banque centrale (MMA), lui permettant ainsi de renforcer sa trésorerie. L'article 32 limite fortement les possibilités pour l'Etat d'emprunter directement auprès de la MMA : il est interdit notamment à l'Etat de faire appel à des fonds de la MMA pour rembourser sa dette, sauf en cas de gestion de sa trésorerie et sous réserve que ces avances soient remboursées sous 14 jours.

NEPAL

- **Le Bureau central des statistiques (CBS) a publié sa prévision de croissance pour l'exercice budgétaire 2019-20** (qui s'étend du 16 juillet 2019 au 15 juillet 2020). Le taux de



croissance est ainsi revu à 2,3%, très largement en dessous de l'estimation révisée pour l'exercice 2019 (6,7%), ainsi qu'à l'objectif de 8,5% fixé par le gouvernement.

Au cours de l'exercice 2020, la croissance serait largement tirée par la production d'électricité, de gaz et d'eau. Plus précisément, ce sous-secteur devrait croître au rythme le plus rapide (28,7%, contre 9,1% au cours de l'exercice 2019), suivi de la pêche (7,2%, contre 5,6%), de la santé et du travail social (7,1%, en hausse par rapport à 6,8% au cours de l'exercice 2019) et à l'administration publique et à la défense (6,9, contre 5,5%). Toutes les autres activités économiques devraient croître à un rythme inférieur à celui de l'exercice 2019, tandis que les sous-secteurs de la construction, des transports ainsi que les activités d'hôtellerie et de restauration devraient, quant à eux, se contracter.

Dans l'ensemble, les secteurs agricole, industriel et des services devraient croître respectivement de 2,6%, 3,2% et 2% (contre 5,1%, 7,7% et 7,3% pour l'exercice budgétaire précédent). Du côté de la demande, la consommation devrait croître de 3,2%, contre 5% au cours de l'exercice 2019 alors que les investissements devraient se contracter. Les exportations nettes devraient croître à 5,5% (par rapport à un taux de croissance négatif lors du dernier exercice).

Ces projections sont basées sur des données de huit à neuf mois et sur l'hypothèse d'une reprise progressive des activités économiques à partir de la mi-mai (à l'exception du tourisme international).

PAKISTAN

- **Selon Moody's Investors Service, la croissance économique du Pakistan ne devrait se contracter que de 0,1 à 0,5 % au cours de l'exercice 2019/20 (juillet 2019 – juin 2020).** Cette estimation est nettement plus optimiste que celles de la Banque centrale du Pakistan, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Selon Moody's, les effets de la pandémie sur l'activité économique (notamment la consommation intérieure), le plan de relance du Premier ministre à hauteur de 7 Mds USD, et la baisse des recettes fiscales devraient contribuer à creuser le déficit budgétaire à 10 % du PIB au cours de l'exercice 2019/20 (contre 8,9 % en 2018/19). La dette publique atteindrait elle 87 % du PIB d'ici juin 2020 (83 % en juin 2019), mais devrait diminuer ensuite progressivement lors des exercices suivants. L'agence de notation estime par ailleurs que les mesures prises ces dernières semaines par le gouvernement, comme par la Banque centrale, pour faciliter l'activité de certaines industries à forte intensité de main-d'œuvre devraient contribuer à la reprise progressive de la consommation intérieure.
- **Le déficit de la balance des transactions courantes baisse de 73 % au cours des neuf premiers mois de l'actuel exercice budgétaire qui s'achèvera en juin 2020. Il s'établit à 2,8 Mds USD** contre 10,3 Mds USD au cours de la même période de l'exercice précédent. Cette évolution s'explique surtout par la chute de la facture d'importation de marchandises et d'hydrocarbures depuis début mars. Les importations de biens s'élèvent à seulement 14,7 Mds USD pendant la période sous-revue, contre 39,2 Mds USD pour les neuf premiers mois de l'exercice précédent, avec une baisse 19,3 % pour le seul mois de mars 2020 (3,32 Mds USD) et la chute des importations de services de 25 % (à 624 M USD). On relèvera aussi la chute des importations d'hydrocarbures, en repli de 33 % en mars à 668 M USD en raison de la baisse de la demande intérieure et de la fermeture des raffineries. La part de la facture énergétique dans les importants pour le mois de mars 2020 était d'environ un cinquième contre 25 % en moyenne au cours de la période juillet 2019 – février 2020.



- **Le Comité de coordination économique (ECC) a approuvé un programme de soutien financier de 81 Mds PKR (500 M USD) aux petites et moyennes entreprises pour faire face au choc lié à la pandémie COVID-19.** L'ECC a approuvé un paquet de 50,7 Mds PKR (314 M USD) pour fournir un soutien indirect de trésorerie aux petites et moyennes entreprises (PME) par le biais de factures d'électricité prépayées et une subvention pour pertes sur créances de 30 Mds PKR (186 M USD) de la Banque centrale afin de soutenir l'emploi et d'empêcher les licenciements de travailleurs.
- **L'association des commerçants du Pakistan a affirmé que le secteur avait subi une perte cumulée de 5,6 Mds USD depuis le début du confinement mi-mars.** Le secteur pakistanais du commerce de détail et de gros contribue à environ 16 % du PIB, soit 43,3 Mds USD par an. Dans une lettre écrite au Premier ministre Imran Khan, l'association, qui représentent quelques 200 détaillants contribuables, a lancé un appel en faveur d'un soutien monétaire pour sauver le secteur et sa main-d'œuvre qualifiée et semi-qualifiée (environ 600 000 employées). Il y est notamment demandé :
 - la suspension du paiement de toutes les taxes fédérales et provinciales pour une durée minimum de six mois, suivie d'une réduction de la taxe générale de vente à 6 % (actuellement située dans une fourchette de 14 à 17%) ;
 - le rééchelonnement d'un an de tous les remboursements d'emprunt et la suppression totale du paiement d'intérêts ;
 - l'obtention de nouveaux prêts à faible coût ou sans intérêt sur les actifs courants pour le secteur du commerce de détail, en particulier pour les entreprises qui n'avaient pas de prêts existants, avec une période de décaissement inférieure à 30 jours ;
 - la fournir d'une couverture légale pour les dispenses de location pour un minimum de trois mois pour toutes les propriétés commerciales.
- **Pakistan International Airlines (PIA) a subi des pertes financières estimées à 73,4 M USD suite à la suspension de ses vols internationaux depuis le 21 mars 2020.** A cette date, le gouvernement fédéral avait en effet décidé de suspendre tous les vols internationaux et nationaux depuis et vers le Pakistan pour limiter la propagation du coronavirus. Alors que beaucoup de compagnies aériennes ont annoncé des licenciements, des baisses de salaires et des congés sans solde pour leur personnel, PIA n'a pris aucune mesure en ce sens à ce stade. Elle a toutefois décidé d'augmenter les tarifs appliqués pour ses vols spéciaux pour rapatrier les citoyens « bloqués » dans divers pays, principalement des personnes qui résident au Royaume-Uni et dans les pays du Golfe. Les pertes de la compagnie nationale devraient s'accroître ces prochaines semaines : le gouvernement a en effet annoncé le report de la suspension des vols commerciaux internationaux jusqu'au 15 mai prochain.
- **Les nouveaux financements octroyés par la Banque asiatique de développement (BAsD) au Pakistan pourraient atteindre 1,7 Mds USD en 2020.** La BAsD fournirait des financements à hauteur de 800 M USD d'ici juin 2020 puis de 900 M USD d'ici décembre 2020. Si les secteurs d'intervention de la BAsD au Pakistan demeurent variés, de nouveaux prêts en appui à la réforme des marchés de capitaux, du commerce et du secteur de l'énergie devraient être approuvés par le conseil d'administration de la BAsD d'ici la fin de 2020.



SRI LANKA

- **COVID-19 : Accélération de la pandémie, assouplissement du couvre-feu.** La pandémie de COVID-19 accélère sa propagation à Sri Lanka. Il y a à ce jour 630 cas, contre 330 le 23 avril ; 7 décès sont à déplorer. Le couvre-feu a été assoupli, les sorties essentielles (dont se rendre au travail) étant de nouveau autorisées dans toute l'île depuis le 28 avril pour les horaires en journée (5h-20h) ; à l'exception des districts de Colombo, Kalutara, Gampaha et Puttalam considérés comme « zones à risques ». Le couvre-feu devrait être relaxé en journée sous réserve de restrictions dans ces derniers à partir du 4 mai, sauf report de cette date. Ces assouplissements peuvent être néanmoins suspendus en fonction de l'évolution de la situation, le couvre-feu ayant par exemple été rétabli dans toute l'île du 30 avril au 4 mars. Les voyages interdistricts restent limités aux déplacements essentiels. Sri Lankan Airlines, la compagnie nationale, a prolongé la suspension de ses vols passagers jusqu'au 15 mai, mais son service fret reste opérationnel. Les écoles et universités sont fermées jusqu'à nouvel ordre. Une Task Force a été créée le 22 avril par le président de la République, et confiée à l'un de ses frères, Basil Rajapaksa. Celle-ci a pour objectif de travailler au redémarrage économique, à lutter contre la pauvreté et à répondre aux défis engendrés par la crise actuelle.
- **Notation souveraine dégradée à « B- », perspective « négative » selon Fitch.** Selon l'agence, la crise engendrée par l'épidémie du COVID-19 provoque une forte réduction de la demande intérieure, et affecte durement le secteur du tourisme (12,5% du PIB), les transferts des migrants et les exportations du pays. Le report des élections législatives, actuellement prévues pour le 20 juin, a prolongé les incertitudes politiques et financières, le pays n'ayant toujours pas de budget pour l'année 2020. L'agence s'attend à une chute des recettes fiscales au cours des prochains mois, amorcée d'ailleurs en fin d'année dernière avec la baisse sensible du niveau des impôts décidée par le gouvernement. Compte tenu également de la chute prévisible des recettes en devises, l'agence envisage un déficit de la balance courante à -3,3% du PIB cette année (contre -2,2% en 2019), et ce malgré la chute des prix du pétrole. La croissance pour 2020 pourrait être négative, d'environ -1%, avant un rebond en 2021 (+4%). L'agence prévoit un creusement du déficit public à -9,3% du PIB en 2020 (contre -6,8% en 2019), accroissant un endettement déjà important. La dette publique s'élevait à 87% du PIB l'an dernier et devrait atteindre 94% en 2020 d'après les estimations de Fitch. Celle-ci est constituée pour moitié de dette externe. Le montant de la dette publique externe à rembourser sur la période de mai à décembre 2020 est de 3,2 Mds USD et de 13,8 Mds USD sur la période 2021-2023.
- **Baisse des prévisions de la Banque centrale pour la croissance de 2020 à 1,5%.** Dans son rapport annuel publié le 28 avril, la Banque centrale (CBSL) a réduit ses prévisions de croissance pour 2020 à 1,5% contre 3,5/4% précédemment. Cette révision prend en compte les premiers effets de la crise économique dans le monde engendrée par le COVID-19. La croissance pour 2019 a atteint à 2,3%, contre 3,3% en 2018.
- **Dégradation des comptes publics en 2019.** Selon le rapport annuel de la Banque centrale qui vient d'être publié, les recettes publiques et dons ont représenté 12,6% du PIB l'an dernier, en retrait par rapport à 2018 (13,5% du PIB). Les trois ressources principales étaient par ordre décroissant : la TVA (3 points de PIB), l'impôt sur le revenu (2,8 pts) et les droits d'accises (2,7 pts). Les dépenses et prêts souscrits ont atteint 19,4% du PIB contre 18,7% du PIB en 2018. Les trois dépenses principales étaient : le paiement des intérêts (6 pts de PIB), les rémunérations (4,6 pts) et les dépenses d'investissement (4,1 pts). Par conséquent, la balance primaire est devenue négative en 2019, à -0,8% du PIB, contre un léger excédent de +0,6% en 2018. Le



déficit public s'est dégradé de -6,8% du PIB en 2019, contre -5,3% en 2018. La balance courante affiche un déficit de -2,2% du PIB en 2019 (-3,2% en 2018).

- **Prolongation de la suspension de taxes au port de Colombo ; baisse du trafic de conteneurs.** Pour faciliter le trafic et la logistique, les autorités portuaires ont décidé d'étendre jusqu'au 7 mai la suppression des droits d'entrée normalement imposés aux navires accostant dans le port, ainsi que les taxes sur les activités de transbordement. Seuls les frais d'entreposage de conteneurs et de marchandises destinés au marché local sont maintenus. Considéré comme une infrastructure stratégique, le port reste opérationnel, malgré le couvre-feu actuellement en place dans le pays. Du fait des difficultés logistiques rencontrées par les entreprises, les capacités de stockage du port sont remplies à presque 90%. Sur les 4 premiers mois de l'année 2020, le nombre de navires traités a cru de +2,2% malgré une baisse du trafic de conteneurs de -22% sur la même période. Le port de Colombo était en 2018 le 24ème plus important port à conteneurs au monde (7,05 millions TEU ou EVP).

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa2	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse
du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations
exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les
erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas
être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de
l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, T. Gharib, P. Pillon, A. Boitière, P-
H. Lenfant, R. Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 30/04/2020